

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 25 novembre 2015

Objet n° 21 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Halis Kökten, Mme Derya Alic, MM. Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement-redevance sur les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion ;

Vu la loi du 21 février 1983 relative à la vente de certains objets abandonnés ;

Vu le règlement général de police chapitre III, section 5, article 57 relatif au dépôt de meubles sur la voie publique suite à l'exécution d'une procédure d'expulsion ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la procédure en matière d'enlèvement et d'entreposage des biens ou objets dans le cadre d'expulsion d'immeubles doit être revue et codifiée ;

Considérant que le propriétaire présumé des biens doit être invité à récupérer ses biens au plus vite ;

Considérant qu'au bout de six mois, trois mois pour les bicyclettes, les biens non récupérés deviennent propriété de la commune ;

Vu la précarité financière des personnes expulsées, le coût de stockage serait fixé forfaitairement à 30 € pour l'enlèvement et 20 € par mois de stockage sans tenir compte du cubage ;

Vu le matériel se trouvant habituellement dans les locaux commerciaux, ceux-ci seront évacués au prix coûtant;

Vu l'article 5 de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion et l'article 1408, § 1er, du Code judiciaire ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 août 2006 approuvant la précédente procédure ;

Vu le précédent règlement redevance édicté par le Conseil communal

DECIDE

Article premier :de la redevance

1. Il est établi une redevance communale sur l'enlèvement et l'entreposage par l'administration communale :
 1. des biens remis à celle-ci, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.
 2. des biens visés à l'article 2 de la même loi.
2. La redevance est fixée comme suit :
 1. pour l'enlèvement des biens ou des objets : un forfait de 30 € + 60 € hors TVA de frais de main d'oeuvre
 2. pour l'entreposage des biens ou des objets :
 1. un forfait de 20 € par mois de stockage commencé ;
3. La redevance est due par le propriétaire des biens expulsés et ses ayant-droit ;
4. De l'acquittement

Le paiement s'effectue en une seule fois auprès du service de la Recette communale par le propriétaire des biens ou par toute autre personne dûment mandatée.

Ensuite, la personne présente préalablement à la restitution des biens, la preuve du paiement au responsable chargé par l'administration communale de la conservation des biens .

Article 2. De l'enlèvement

1. les services de police informent le service Entretien, en charge de l'expulsion des biens, de la date de l'expulsion
2. l'Huissier et l'inspecteur de police, accompagnés d'un agent communal, pénètrent dans l'habitation et déterminent le volume d'objets à expulser
3. des déménageurs privés, requis par le huissier, déposent sur le trottoir les meubles et autres effets ;
4. un état de tous les biens expulsés est rédigé immédiatement par l'inspecteur de police et contresigné pour réception et accord par l'agent communal ou le propriétaire des biens présent sur les lieux ;
5. les agents communaux ou la société désignée par la Commune chargent dans un véhicule adapté les biens ainsi répertoriés, ces derniers sont emmenés au dépôt communal ou au dépôt de l'adjudicataire;
6. le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser cette procédure administrative ainsi qu'établir tous formulaires et placard nécessaires dans les limites du présent règlement, du règlement général de police et de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion

Article 3. de la récupération des biens

1. le propriétaire des biens dispose d'un délai de 6 mois, 3 mois pour les vélos, pour récupérer ses biens. Il en est averti de la manière suivante :
 1. la commune informe le propriétaire par lettre remise à la personne, par email ou par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu ;
 2. par remise d'un avis mentionnant ce droit à la personne expulsée, le jour de l'expulsion ; cette personne signe cet avis pour réception, un double est gardé dans son dossier, à l'administration.
 3. lors du premier contact avec l'intéressé, le service explique la procédure à suivre pour récupérer ses biens et donne oralement toutes les explications et renseignements utiles ;
2. le propriétaire des biens ou ses ayants droit prendra contact avec le responsable du dépôt communal (aux heures de bureau du service) pour récupérer ses biens si les formalités de paiement de la redevance ont été accomplies. Une date sera fixée de commun accord pour la récupération des biens. Le rendez-vous sera fixé dans un délai de trois jours ; le propriétaire des biens peut retirer ses biens en une seule fois auprès de l'adjudicataire pour un montant de 60 € hors TVA;
3. les biens visés par l'article 1408, § 1^{er} du Code judiciaire sont restitués gratuitement ;
4. le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser cette procédure administrative ainsi qu'établir tous formulaires et placard nécessaires dans les limites du présent règlement, du règlement général de police et de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion

Article 4 de l'entreposage des biens

1. Les biens sont entreposés dans le dépôt communal réservé à cet usage ou à l'emplacement désigné à cet effet par la Commune ;
2. Ils sont rangés soigneusement et conservés dans les meilleures conditions possibles.
3. Les biens sont conservés 6 mois, 3 mois pour les vélos, comptés à la date d'entreposage. La Commune dispose des biens devenu sa propriété en application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion ;
4. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser cette procédure administrative ainsi qu'établir tous formulaires et placard nécessaires dans les limites du présent règlement, du règlement général de police et de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution des jugements d'expulsion

Article 5 : des réclamations

Toute réclamation sera introduite par écrit, à peine de nullité, auprès du collège des Bourgmestre et Echevins Elle sera datée et signée par le réclamant ou par son représentant

Article 6 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication au Bulletin communal.

Il abroge tout règlement antérieur en matière biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 novembre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 25 november 2015

Voorwerp nr 21 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Halis Kökten, Mevr. Derya Alic, HH. Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Retributiereglement op de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op de artikels 117 en 135 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting;

Gelet op de wet van 21 februari 1983 betreffende de verkoop van sommige achtergelaten voorwerpen;

Gelet op het algemeen politiereglement hoofdstuk III, afdeling 5, artikel 57 betreffende het plaatsen van meubels op de openbare weg bij uitvoering van een uitzettingsprocedure;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Overwegende dat de procedure inzake het weghalen en bewaren van goederen of voorwerpen in het kader van uitzettingen uit woningen moet worden herzien en gecodificeerd;

Overwegende dat de veronderstelde eigenaar van de goederen uitgenodigd dient te worden om zijn goederen zo snel mogelijk op te halen;

Overwegende dat de na zes maanden, niet opgehaalde goederen, drie maanden voor de fietsen, eigendom worden van de gemeente;

Gelet op de precaire financiële situatie van mensen die uit hun woning worden gezet, worden de kosten voor bewaring van de goederen vastgesteld op een forfaitair bedrag van 30 € voor de ophaling en 20 € per bewaringsmaand, zonder rekening te houden met het volume;

Gelet op het materieel dat zich doorgaans in handelszaken bevindt, dat tegen kostprijs zal worden verwijderd;

Gelet op artikel 5 van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting en het artikel 1408, § 1 van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op het Collegebesluit van 22 augustus 2006 houdende goedkeuring van de vorige procedure;

Gelet op het vorige retributiereglement, uitgevaardigd door de Gemeenteraad;

BESLUIT

Artikel 1 : retributie

1. Een gemeentelijke retributie wordt ingevoerd voor het verwijderen en bewaren door het gemeentebestuur van :
 1. goederen die haar werden overgedragen overeenkomstig artikel 1 van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting;
 2. de goederen bedoeld onder artikel 2 van dezelfde wet.
2. de retributie wordt vastgesteld als volgt :
 1. voor het ophalen van goederen of voorwerpen : een forfaitair bedrag van 30 € + 60 € zonder BTW aan kosten betreffende handarbeid
 2. voor het bewaren van goederen of voorwerpen :
 1. een forfaitair bedrag van 20 € per begonnen bewaringsmaand
3. De retributie dient door de eigenaar van de uitgezette goederen en zijn rechtverkrijgenden

betaald te worden.

4. Vereffening :

De betaling gebeurt in één maal bij de gemeentelijke dienst 'Ontvangsten' door de eigenaar van de goederen of door elke andere, behoorlijk gevolmachtigde persoon.

Vervolgens worden de goederen aan belanghebbende teruggegeven mits voorlegging van het betalingsbewijs aan de verantwoordelijke die door het gemeentebestuur belast werd met de bewaring van de goederen.

Artikel 2 : de verwijdering

1. De politiediensten verwittigen de dienst 'Onderhoud', belast met de uitzetting van de goederen, van de datum van uitzetting.
2. De gerechtsdeurwaarder en de politie-inspecteur, in aanwezigheid van een gemeenteambtenaar, verschaffen zich toegang tot de woning en bepalen het volume van de uit te zetten goederen.
3. De privéverhuizers, opgeroepen door de deurwaarder, plaatsen de meubels en andere goederen op het voetpad.
4. Er wordt onmiddellijk een stand van de inboedel opgemaakt door de politie-inspecteur, die mede-ondertekend wordt voor ontvangst en akkoord door de gemeenteambtenaar of de ter plaatse aanwezige eigenaar van de goederen.
5. Het gemeentepersoneel, of de vennootschap aangesteld door de gemeente, laadt de geïnventariseerde goederen in een aangepast voertuig en vervoert deze naar de gemeentelijke opslagplaats of naar de opslagplaats van de opdrachtnemer;
6. Het College van Burgemeester en Schepenen mag deze administratieve procedure verduidelijken, alsook alle noodzakelijke formulieren en een aanplakbiljet opmaken binnen de grenzen van onderhavig reglement, van het algemeen politiereglement en van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Artikel 3 : het afhalen van de goederen

1. De eigenaar van de goederen beschikt over een termijn van 6 maanden, 3 maanden voor fietsen, om zijn goederen op te halen. Hij wordt hiervan als volgt verwittigd :
 1. Het gemeentebestuur informeert de eigenaar dat hij zijn goederen kan afhalen door afgifte van een brief aan de uitgezette persoon, door het sturen van een e-mail of een aangetekend schrijven, geadresseerd aan zijn laatst gekende domicilie;
 2. Door overhandiging van een kennisgeving met vermelding van dit recht aan de uitgezette persoon, op de dag van uitzetting; deze persoon ondertekent de kennisgeving voor ontvangst, een duplicaat wordt in zijn dossier bewaard door het gemeentebestuur.
 3. Bij een eerste contact met de belanghebbende legt de dienst hem de te volgen ophalingsprocedure uit en worden mondeling de nodige inlichtingen en uitleg verstrekt.
2. De eigenaar of de rechtverkrijgenden van de goederen ne(e)m(t)en contact op met de verantwoordelijke van de gemeentelijke opslagplaats (tijdens de kantoor- en diensturen) om zijn goederen af te halen, wanneer aan de betalingsformaliteiten van de retributie werd voldaan. Een datum voor de ophaling van de goederen wordt in gemeen overleg vastgesteld. De afspraak wordt vastgelegd binnen een termijn van 3 dagen ; de eigenaar van de goederen kan zijn goederen in één maal afhalen bij de opdrachtnemer voor een bedrag van 60 € zonder BTW
3. De goederen beoogd in het artikel 1408, §1 van het Gerechtelijk Wetboek worden gratis teruggegeven;
4. Het College van Burgemeester en Schepenen mag deze administratieve procedure verduidelijken, alsook alle noodzakelijke formulieren en een aanplakbiljet opmaken binnen de grenzen van onderhavig reglement, van het algemeen politiereglement en van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Artikel 4 : het bewaren van de goederen

1. de goederen worden in de gemeentelijke opslagplaats, hiervoor bestemd of een locatie aangeduid door de Gemeente, bewaard.
2. ze worden zorgvuldig opgeborgen en bewaard in de best mogelijke omstandigheden.
3. de goederen worden gedurende 6 maanden, drie maanden voor fietsen, bewaard, te tellen vanaf de dag van opslag. De Gemeente beschikt over de goederen die haar eigendom zijn geworden in toepassing van artikel 2 van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.
4. Het College van Burgemeester en Schepenen mag deze administratieve procedure verduidelijken, alsook alle noodzakelijke formulieren en een aanplakbiljet opmaken binnen de grenzen van onderhavig reglement, van het algemeen politiereglement en van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Artikel 5 : bezwaren

Elk bezwaar wordt, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend, gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen. Het document is gedateerd en wordt ondertekend door de eiser of door zijn vertegenwoordiger.

Artikel 6 : inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking van zodra het werd gepubliceerd in het Gemeentebblad.
Elk voormalig reglement betreffende het wegnemen en bewaren van goederen die buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst werden ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting, wordt door het onderhavige reglement opgeheven.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 november 2015.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter